

PROJET COMPTE RENDU

COMMISSION NOUVELLES TECHNOLOGIES DU 8 AVRIL 2024

Présents :

Teddy Caruel, Sylvain Tocco, Hervé Colosio, Olivier Mélinand, Aurélien Danerol et Bruno Demange

Côté direction :

Mickaël Friederich, Frédérique Gouard, Emmanuel Girouard, et Xavier Riboulet (point 3)

POINT 1 : LES UTS ET UTN

Les membres de la commission souhaitent savoir ce qui allait changer dans le parc des UTS et UTN, et ce qu'allaient devenir les iPhone 11 Pro des unités actuelles.

La direction a expliqué tout d'abord qu'il n'était pas prévu d'évolution majeure en quantitatif. Ensuite, qu'il y avait une volonté de recycler le matériel, et notamment les iPhone 11 Pro, dont les qualités graphiques et optiques sont encore reconnues comme intéressantes.

Enfin, il apparaît impossible à l'entreprise de pouvoir tout renouveler en une fois, tant pour des raisons budgétaires que pour notre engagement RSE.

L'idée est donc de pouvoir remplacer 2 équipements par antenne, et de proposer des iPhone 15 Pro Max. Ces matériels sont déjà arrivés, mais la mise en service est dans l'attente d'un versionning de l'appli Mojo Pro (pour améliorer des petits dysfonctionnements notamment pour les envois de fichiers). Précisé aussi : que l'achat de 25 nouveaux téléphones sont prévus pour 2024. Certaines antennes, comme celle de Languedoc Roussillon, avaient pris l'initiative d'acheter des téléphones plus récents (tel des 14), et ont proposé de privilégier d'autres antennes.

Quant aux iPhone 11 Pro qui seront remplacés, il est proposé qu'ils soient utilisés pour le numérique et pour les réseaux d'ordres.

Pour les membres de la commission, les réseaux d'ordre n'ont pas forcément besoin d'un tel niveau de performance. Même s'ils ont reconnu que, sur un retour d'expérience après une opération de 11 jours, cela avait donné entière satisfaction. La direction a précisé que cela se déciderait en local : en effet, si un site a le souhait de pouvoir proposer 2 unités supplémentaires iPhone 11 Pro pour le numérique, il le pourra.

Quelle répartition entre les unités ?

Là aussi, autonomie est laissée aux antennes. Statistiquement, sachant qu'il existe 110 implantations dans le Réseau et 150 unités, il serait possible qu'il y en ait partout. La réalité tient compte des souhaits exprimés, afin qu'il n'y en n'ait pas qui « restent dans un placard ».

Quelles sont les particularités des UTN ?

Elles sont équipées de 2 appli dédiées au non linéaire : Canva, et CapCut. Et elles ont un accès aux réseaux sociaux (validé par la direction). La direction a ajouté que le rendu qualitatif des 11 Pro est supérieur à celui des 13 qui les équipaient initialement.

Les membres de la commission ont soulevé le besoin selon lequel les JRI pourraient être équipés de téléphones plus performants que ceux actuels du marché de France TV. Sachant que certains préfèrent travailler avec leur matériel personnel. Actuellement, c'est la règle d'attribution FTV qui s'applique mais notre entreprise étudie la faisabilité d'amplifier sa politique de responsabilité environnementale en appliquant à terme la stratégie ByOD (*Bring Your Own Device*) qui permet d'utiliser son téléphone mobile personnel avec les applications FTV (en respectant notre politique de cybersécurité). On entrerait alors sur l'idée selon laquelle « *chacun fait son choix* » dans le cadre d'un accord à définir entre le salarié et FTV. C'est l'option retenue par d'autres grandes entreprises.

L'une des difficultés est la possibilité de charger les applis France TV sur des téléphones non FTV et dans le cadre du respect des données personnelles.

POINT 2 : LES ALPHA 7S

Tout le monde est d'accord pour reconnaître l'existence d'une forte demande et d'un intérêt croissant.

La fourniture a débuté par la dotation de 46 équipements en 2022, soit 2 par antenne.

Il y avait alors une question : valait-il mieux moins de packs (mais équipés avec davantage d'objectifs) ou privilégier le nombre de packs ? La direction a opté pour le 2ème choix

En 2023, 31 nouveaux équipements ont été ajoutés, ainsi que 45 objectifs supplémentaires (selon les remontées des antennes).

Idem pour 2024, avec 20 nouveaux grands capteurs et 20 nouveaux objectifs.

Au total, suite à ce plan pluriannuel de 450.000€ financé en central, le Réseau va pouvoir compter 110 Alpha 7S.

Pour la suite, rien n'est tranché à ce jour. Il y a de fortes chances que s'il y a besoin d'équipements supplémentaires, ils soient achetés sur les budgets locaux.

Idem pour les accessoires !

Question importante pour les membres de la commission : est-ce que ces grands capteurs peuvent être amenés à remplacer des caméras traditionnelles ? Pour la direction, ce n'est pas prévu à ce jour, a priori, mais certaines antennes peuvent faire ce choix de préférer remplacer des caméras par des A7S.

Quelle répartition sur les différentes antennes ? Là encore, une autonomie est laissée aux sites. Avec cet objectif selon lequel les matériels ne se retrouvent pas sans être utilisés... La direction a expliqué entendre la frustration qui pouvait exister, notamment dans les BEX.

Quels types d'objectifs ont été achetés pour compléter les équipements ? De l'ordre d'une dizaine ! Et cela a fait l'objet d'un appel d'offres, valable jusqu'à juillet 2026. On est coincé par ce marché jusque-là : en revanche, après, on sera libre d'intégrer les évolutions survenues d'ici là.

Les élus ont proposé que soit connue la flotte d'objectifs existant dans le Réseau : les besoins de certains peuvent être rares, et la connaissance de cette flotte permettrait de mieux les mutualiser.

En marge de cet état des lieux, un focus a été effectué sur les difficultés d'ingest à certains endroits, ainsi que les problèmes pour envoyer ses rushes en mode direct (car il n'y a plus de visualisation).

Des réflexions vont être engagées sur ce sujet dès ce mois d'avril.

POINT 3 : LES IMAGES DE DRONES FOURNIES PAR EDEN POUR LES MATINALES FRANCE BLEU

La direction a précisé que ce sujet n'avait pas évolué depuis le début des matinales France Bleu, en 2019, et n'avait rien à voir avec le fait qu'il y avait désormais des salariés de France 3 télé pilotes.

Cette prestation fait partie du contrat passé entre Radio France et Éden et ce contrat se poursuit jusqu'en juin 2026.

À partir de là, il sera possible de s'organiser autrement.

Ces images sont destinées à la fabrication des clips destinés à illustrer les plages musicales de la radio.

France TV a-t-elle son mot à dire sur ces clips ?

Oui, même si nous ne sommes pas le client d'Eden (puisque c'est Radio France qui produit ces matinales), les directeurs des antennes et contenus sont consultés 2 fois par an pour exprimer des choix sur telles ou telles séries de clips, et valider les

banques d'images qu'ils sont ok pour diffuser. Ils peuvent récuser, par exemple, des clips qui seraient trop marqués « sponsoring ».

Enfin, ces images ne sont pas la propriété de France TV, et ne sont pas traitées par les documentalistes. S'il y a un souhait de réutiliser tel ou tel clip, il y a besoin de demander au propriétaire (qui a accepté ces demandes à plusieurs reprises).

POINT 4 : LE PROBLÈME DE LA DISPARITION DU SONAR SUITE À LA MISE EN ŒUVRE DU LOGICIEL SHERLOCK

La direction a débuté le point en précisant que le sujet avait déjà été débattu en CSE.

Pour les membres de la commission, il était important d'y revenir suite à plusieurs retours d'expérience.

Rappel des faits :

Le nouveau système Sherlock a entraîné l'arrêt, à Varet, du serveur Argos. Avec, comme effet de bord, le fait que les sonars des régions (qui étaient synchronisés sur ce serveur) ne sont plus envoyés ! Une autre solution de suivi de conduite d'antenne a été mise en place depuis le 7 février.

La principale différence avec l'ancien sonar : il n'y a désormais plus d'alerte s'il y a un changement. Il y a bien une indication du moment où celui-ci est intervenu, mais cela nécessite d'aller chercher.

Comment pouvoir remédier à cela ?

La difficulté majeure est que Sherlock est un produit « sur étagères », et que cette fonction d'alerte n'a pas été prévue. Les équipes projets ont été sollicitées, mais il n'existe aucune garantie qu'une solution sera trouvée.

Autre problème : l'accès au serveur, qui, bien que présent dans une zone protégée (en l'occurrence les régies), ne sont accessibles que si les salariés s'identifient ! Et ce n'est pas possible, quand il s'agit de salariés en CDD, qui n'ont pas de profils.

Une solution possible serait que le serveur puisse être ouvert le matin par un salarié détenteur des droits, et reste ouvert (un peu comme l'étaient Argos et son sonar auparavant). Cela semble poser un problème par rapport à la sécurité informatique, qui impose que les personnes qui se connectent s'identifient. Il n'est visiblement plus possible d'imaginer l'existence d'un compte générique.

La direction a proposé d'étudier l'organisation en vigueur au CDE (même si les contraintes ne sont pas exactement les mêmes). Nous reviendrons donc sur ce sujet.

POINT 5 : L'ÉVOLUTION DU PARC HAIVISION, SUITE À L'ARRIVÉE DE LA 5G

Pour rappel, Haivision, c'est la marque qui a repris Aviwest.

A ce jour, le réseau compte 183 équipements (dont 136 ont plus de 7 ans, et sont donc à renouveler).

Ce renouvellement (des 13 « pro 140 » et de 123 « pro 180 ») a débuté en 2023 et va se poursuivre jusqu'à 2025. Il s'agit d'un plan triannuel, pour un budget de plus de 1,3 million d'euros.

Après 52 renouvellements en 2023, 29 seront effectifs en 2024 (sachant que 15 d'entre eux vont être préemptés le temps des JO).

En marge de ce sujet, les élus ont interrogé la direction afin de connaître son approche sur les futures caméras, qui intégreront des moyens de transmission.

Réponse : il n'y a pas de souhait d'aller vers de la solution « tout intégrée », et de « mettre tous les œufs dans le même panier » !

De plus, passer à un autre type de transmission signifierait devoir changer toute l'infrastructure. Et cela empêcherait de pouvoir avoir une « couverture spécifique 5G », et d'obtenir ainsi des réseaux privés assez facilement.

Et si l'on passait à des caméras « tout intégrées », comment ferait-on pour effectuer des directs avec des grands capteurs ?

Le sujet n'est donc pas à l'ordre du jour.

POINT 6 : OVERDRIVE

La direction a débuté le point, en expliquant que, depuis 2024, le travail s'est surtout concentré sur le site de qualification de Strasbourg pour mettre à jour l'infrastructure technique et les outils de la régie Mosar.

Un travail sur les « fonctionnalités utilisateur » est en cours de finalisation.

De ce qui est issu de l'expérimentation, il est convenu que 4 fonctionnalités soient à la hauteur :

- le pilotage des serveurs vidéo et synthés (phase 1)
- la phase 1 + les infos décor (phase 2)
- la phase 2 + les caméras (phase 3)
- la phase 3 + les lumières

Selon la direction, ceci est prévu pour réussir à aboutir à une exploitation simplifiée, adaptée aux types de programmes, chaque antenne pouvant combiner ses mémoires, selon ses éditions et ses pratiques.

- Description complète des fonctionnalités des utilisateurs
- Mise en place d'un serveur de virtualisation, pour accueillir l'outil Cerebrum sur le SQS
- Étude de la virtualisation au niveau des mélangeurs vidéo (pour garder la souplesse d'exploitation)

Au niveau calendrier :

- depuis janvier : déploiement pour la mise à jour de la plateforme
- depuis début avril : description des fonctionnalités utilisateurs, et adaptations finales du SQS
- à partir de juin : tests à blanc

POINT 7 : POINTS DIVERS

-Open Médias : on en est à la moitié

-Régies Mosar : en tout, 11 régies soit la moitié du réseau.

La dernière est celle d'Orléans.

Concernant les 11 autres, antennes, il s'agira de Cosma, avec un autre cahier des charges, qui n'est pas encore rédigé à ce jour. On en connaît juste les grandes lignes. La direction ajoute que nous allons aller sur de l'IP et que nous serons sur un mode hybride.

Il n'y aura pas de nouvelle expérimentation, mais juste des tests, très techniques (afin de savoir si ça marche ou pas).

-I Média : un gros budget (plus de 1 million d'euros) est prévu pour en assurer le maintien. Un point de fragilité est en train d'être traité : le remplacement des espaces de stockage de fabrication. Des tests ont été faits, et le remplacement devrait être effectif pour 2024 ou 2025.

Quelle suite après I Média ? C'est encore très flou. Rien n'a été flèche budgétairement, et on peut déjà dire que rien ne sera engagé en Régions avant 2027/2028.

-Problèmes d'encodage (entre le mode progressif et le mode entrelacé)

C'est ce qui pose le plus de problèmes en ce moment (avec le fait que la qualité de départ n'est pas celle à l'arrivée).

Le problème est rencontré sur les images de drones mais aussi sur celles des A7S. Des équipes travaillent dessus.